l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50 F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE | N° 332 Mercredi 24 septembre 1975

NI LICENCIEMENT, NI CHOMAGE PARTIEL !

Les «maîtres de forge» annonçaient trente mille licenciements dans la sidérurgie, soit 15 % des effectifs globaux de l'industrie sidérurgique et 20 % de l'aciérie lourde ! Un bon début du *«plan de relance»* ! Que Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, les transforme *momentanément* en chômage partiel (horaires ramenés à 32 et 35 heures) ne doit pas cacher l'approfondissement de la crise du capitalisme. Les travailleurs ne veulent nullement remplacer un mal par un autre, il n'y a pas de moindre mal, nous avons à combattre pied à pied chaque atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs. Accepter le chômage partiel c'est d'ores et déjà accepter le chômage. De plus qu'en sera-t-il des indemnités promises ? Les ouvriers de Triton et de Grandin viennent de voir ce que valent les accords sur l'emploi*. En mai dernier, les ouvriers d'Usinor-Dunkerque avaient refusé le chômage partiel en déclenchant une grève de grande envergure. Et aujourd'hui, qui peut se contenter de quelques indemnités alors que le coût de la vie monte sans arrêt ?

Peut-on s'en tenir à un débrayage dans le cadre d'une journée nationale, comme celle du 23, et mendier des négociations pour faire échec aux plans de la bourgeoisie ? Non ! Pour gagner il est nécessaire d'établir un rapport de forces qui soit en faveur des travailleurs, et le seul moyen c'est l'action de masse sur de justes positions de classe : pas un seul licenciement, non au chômage partiel, 40 heures tout de suite sans diminution de salaires...

Pour établir ce rapport de forces favorable, il est indispensable, dans les syndicats et en dehors, de combattre les illusions et propos démagogiques des dirigeants de la CGT et de leurs alliés, les grévettes bidons qui ne font qu'écœurer les travailleurs. Nous ne devons pas non plus en rester là, car *sans lutte politique il n'y a pas de lutte de classes.* Les dirigeants de la CGT et du P«C»F veulent maintenir l'action des travailleurs dans le maintien du système capitaliste, et c'est précisément pour détruire ce système qu'il faut nous unir dans la lutte de tous les jours. *Sans destruction du système capitaliste, l'exploitation des travailleurs par la bourgeoisie reste intacte.*

** voir article page 2*

Poniatowski veut nous frapper à la caisse

La bourgeoisie s'inquiète de l'influence croissante des idées marxistes-léninistes que nous développons. La perspective de notre prochain passage à huit pages chaque jour, sur format quotidien agrandi, d'une part, les progrès en cours de l'unification des formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung d'autre part, constituent pour elle des sujets de préoccupation.

Aussi, agissant à son habitude, voici qu'elle a décidé de nous frapper à la caisse. Pour cela son ministre de l'Intérieur, suivant les exemples de Marcellin, vient *«d'autoriser»* deux de ses flics, les nommés Wilquin et Stoffel, à nous assigner devant le tribunal de Grande Instance de Paris pour nous y faire condamner à leur verser chacun 10 000 francs lourds. Il parait que ces messieurs se sont reconnus dans l'affiche signée *«Humanité-Rouge»* intitulée *«Opération "Coup de poing"»*, que leur honneur s'en trouverait chatouillé et qu'en vertu de la jurisprudence *«Toute personne a sur son image et l'utilisation qui en est faite un droit exclusif...»*

A notre connaissance ils n'ont pas attaqué *«l'agence France-Presse»* qui nous a vendu leur photographie pour le prix de 70 francs. De nombreux autres journaux ont, comme nous, utilisé cette photo de presse pour dénoncer les opérations *«coups de poing»* lancées par Poniatowski, homme politique fascisant, avant tout désireux de préparer l'opinion publique à une éventuelle répression politique de masse.

Mais si l'attaque de la bourgeoisie ne vise que nous, c'est tout simplement parce que flics du pouvoir et flics révisionnistes ne sont pas parvenus à nous détruire et parce que le mouvement marxiste-léniniste occupe désormais en France une place de plus en plus grande. C'est un hommage rendu au développement positif de nos forces. C'est un coup bas tenté contre le lancement de notre quotidien.

Voilà pourquoi nous appelons nos lecteurs, amis et camarades ainsi que les journaux et formations politiques attachés à la liberté de la presse, sans pour autant partager toutes nos idées, à nous exprimer leur solidarité par tous les moyens matériels et moraux possibles.

Poniatowski, pas plus que Marcellin, n'aura notre peau !

Le quotidien *«L'Humanité rouge»* vivra et vraincra !

ESPAGNE

Les dockers solidaires

Fidèles à leurs traditions internationalistes prolétariennes les dockers français ont décidé le boycott de navires espagnols dans tous les ports de France. Ils refusent d'effectuer les opérations de manutention, de chargement et de déchargement à destination de l'Espagne et boycottent les navires battant pavillon espagnol.

Cette action commencera le 25 septembre et se poursuivra, dans un premier temps, jusqu'au 3 octobre.

Grandes manoeuvres militaires en Europe

Depuis le début du mois, l'OTAN développe en Allemagne de l'Ouest une série d'importants exercices de troupes d'infanterie intitulés «Big Castling».

Au même moment les armées de l'Air de Belgique, Grande-Bretagne, Canada, Pays-Bas, USA et RFA organisent des exercices conjoints «Gold fire». Leurs troupes navales manœuvrent en mer Baltique et en mer du Nord.

Après ses grandes manœuvres navales «Okean 75» l'URSS fait de même de son côté.

Les manœuvres multiples et intensives que réalisent chacun des deux blocs manifestent, une fois de plus, qu'en dépit des mensonges d'Helsinki, la situation en Europe ne se développe pas du tout dans le sens de la «détente» mais que, bien au contraire, la dispute des deux superpuissances pour son contrôle prend de l'ampleur.

Dans le bâtiment en Saône et Loire

Depuis plusieurs mois, sur les chantiers, on tend le dos. Le bâtiment est en crise, profonde, et il ne se passe guère de jours qu'on n'annonce que la boîte de Pierre ou Paul ferme ses portes ou qu'elle réduit les horaires.

La PBTP, qui construit à «bon marché» des pavillons en préfabriqué, n'échappe pas à la règle. L'entreprise emploie 800 travailleurs dans trois usines (Gueugnon, Nevers et Pontailler). Le 20 août, à la réunion du comité d'entreprise (CE), Bourdeau, le patron, annonce le licenciement des 135 travailleurs de l'établissement de Pontailler qu'il compte liquider progressivement d'ici mars 1976.

Dans la société, il n'y a qu'un syndicat : la CFT. C'est dire avec quel empressement le CE approuve la décision du patron, et avec quelle générosité il lui dispense son aide pour tenter de faire passer «en douceur» ce licenciement collectif ! Dans un compte-rendu de la réunion, les membres du CE ne ménagent pas leur peine pour «expliquer» les mesures patronales et minimiser leur portée en faisant miroiter l'accord d'octobre 74 sur l'indemnisation du chômage à 90 %...

Le patron voudrait faire «avaler» aux travailleurs qu'il n'a pas fait de bénéfices depuis la création de l'usine, en 1970 ! C'est vraiment prendre les gens pour des imbéciles ! D'ailleurs, il y a 6 mois, il disait encore que tout allait pour le mieux. Peut-être désire-t-il restructurer sa société et toucher sa part dans les fameux milliards du plan de relance pour capitalistes en «difficultés»... De toutes façons, cela, les ouvriers s'en moquent. Ce sont les problèmes du patron !

Pour eux ce qui compte c'est d'avoir du travail. Or personne ne se fait plus d'illusion sur une quelconque possibilité de reclassement : la plupart des travailleurs de la SAM à Mirebeau, par exemple, licenciés en mars 1974 (voir H.R. No 220) ne sont-ils pas toujours au chômage ?

Aussi pour les ouvriers de la PBTP est-il clair qu'il ne peut y avoir que deux attitudes face aux licenciements. Soit, sous un prétexte ou sous un autre, on les accepte ; soit on les refuse et on se bat. Pour leur part, ils ont choisi la deuxième solution.

Alertée par un travailleur de l'entreprise, l'Union départementale CFDT est intervenue par tract, appelant à une assemblée générale le 3 septembre. Malgré toutes les difficultés dues à la dispersion des chantiers, 80 travailleurs y ont participé. Comme prévu les deux attitudes se sont affrontées, une minorité voulant négocier «au mieux» les licenciements. Finalement c'est la majorité qui l'emporte avec le soutien de l'UD-CFDT, et il est décidé que tous les vendredis se tiendra une assemblée générale et que dans l'immédiat un débrayage va être organisé. De plus les gens qui travaillent aux pièces décident de travailler à l'heure.

La popularisation de la lutte est prise en main.

A la PBTP comme ailleurs, les travailleurs prennent conscience que seule une lutte classe contre classe, organisée démocratiquement, en rejetant tous ceux qui prêchent la collaboration de classe, peut être victorieuse contre les licenciements.

Un lecteur

Morlaix (Finistère)

24 NOUVEAUX PROCES DE PAYSANS

On apprenait en ce début de semaine 24 nouveaux procès de paysans, organisés par la justice bourgeoise, qui se dérouleront à Morlaix à la cadence d'un par semaine à partir d'aujourd'hui.

La liste des paysans inculpés pour avoir oser se battre contre les monopoles alimentaires, et rompre avec les directions des bonzes syndicaux réactionnaires et révisionnistes, s'allonge tous les jours.

C'est là la manifestation de l'excellente situation de la lutte de classes dans les campagnes.

Partout où cela nous est possible, organisons donc le soutien à ces paysans frappés par le pouvoir bourgeois, qui a peur d'un nouveau développement du mouvement paysan, et dénonçons la clique révisionniste qui ne trouve d'autre chose à dire que de qualifier l'action de masse paysanne *«d'action minoritaire vouée à l'échec»*, tout en se servant de ces événements dans sa rivalité avec les autres forces bourgeoises au pouvoir.

Lozai-Babcok : LA LUTTE CONTINUE...

Les ouvriers de la section CGT «Pierre Overney» de Lozai-Babcok (à Vitrolles), qui sont en lutte depuis juillet 1974, effectueront leur marche sur Paris (où se trouve le siège social à La Courneuve), le jeudi 25 septembre.

Nous leur exprimons notre solidarité et appelons les travailleurs à les soutenir. Nous publions ci-dessous une des photos qu'ils nous ont envoyées.

"ACCORD DE CHOMAGE" LES ILLUSIONS NE PAIENT PAS !

Les Assedic ont décidé arbitrairement de supprimer, aux travailleurs de Grandin et de Triton, l'indemnisation de 90 % de leur salaire. Indemnisation accordée suite à «l'accord sur l'emploi» du 14 octobre 1974 signé par le patronat et les directions syndicales, et qui est théoriquement valable pour tous les travailleurs licenciés pour motif économique.

En fait, avec le contrôle trimestriel, les Assedic ont carte-blanche pour prolonger ou non l'indemnisation. Cela les dirigeants syndicaux, qui ont signé cet accord avec le patronat, le savaient pertinemment, et ça ne les a pas empêchés de crier «victoire» ! Ils ont entraîné ainsi de grandes illusions, et aujourd'hui ce sont les travailleurs de Triton et de Grandin qui en font les frais. Voilà où mènent les accords de collaboration de classes.

Ne s'avouant nullement vaincus, ces travailleurs sont allés protester contre la suppression de leur indemnisation, chez le préfet de la Seine-Saint-Denis. Celui-ci n'a pas trouvé mieux que de leur reprocher de ne pas avoir assez cherché à se reclasser !

A LA LIBRAIRIE «LA JOIE DE LIRE» 45 EMPLOYÉS POURSUIVENT L'OCCUPATION DEPUIS LE 12 SEPTEMBRE

Depuis quelque temps nous sentions «le vent venir» : plusieurs éditeurs refusaient de livrer la librairie, les traites n'étant plus payées par les co-propriétaires. Le 16 septembre, l'un des patrons annonçait l'échec des négociations entre «La joie de Lire» et les maisons d'édition.

Entre C. Nedjar et B. Lallement, les deux patrons, apparaissent alors des divergences sur la forme que doit prendre la liquidation de l'entreprise, mais tous les deux sont parfaitement d'accord sur le fait que «le licenciement de la totalité du personnel est devenu inévitable».

Depuis lors C. Nedjar a cédé ses parts. Cela ne change rien pour les grévistes puisque l'autre co-propriétaire reste sur ses positions : fermeture d'une librairie à Montpellier avec licenciement de 5 employés, suppression à Paris du service des ventes par correspondance avec licenciement de 5 employés, fermeture de la librairie «La joie de Lire» du 40 rue St-Sèverin et vente dans un délai de 3 à 6 mois, fermeture provisoire de la librairie du 19 rue St-Sèverin pour «réorganisation» avec chômage technique pour les employés jusqu'à la fin novembre, licenciement d'un nombre important de vendeurs de ces deux librairies, renégociation des contrats de travail avec atteinte aux avantages acquis (salaires, horaires, congés, pas de hiérarchie), nomination d'un directeur, réorientation de la librairie vers les sciences humaines et abandon de la littérature politique.

Tous les employés de «La joie de Lire» sont fermement opposés à ces mesures patronales, et son bien décidés à les mettre en échec.

Les grévistes se battront jusqu'à satisfaction de leurs revendications, en particulier : pas un seul licenciement et maintien de tous les avantages acquis.

Un employé de la librairie

VENDREDI 19 A LA MUTUALITÉ

VIBRANT MEETING ANTIFASCISTE

Ils étaient des milliers à répondre à l'appel du FRAP, le vendredi 19 au soir, dans la grande salle de la Mutualité archi-comble.

Ouvriers, employés, intellectuels et lycéens, Français, Espagnols et immigrés, hommes et femmes, jeunes et vieux, tous étaient venus en masse pour témoigner leur solidarité au peuple frère d'Espagne en lutte, crier leur colère devant les nouveaux crimes que prépare Franco, le bourreau sanglant. Mais aussi affirmer leur détermination de tout faire pour l'empêcher de frapper encore une fois.

D'innombrables messages affluèrent à la tribune, écho de la mobilisation qui se développe dans les usines, les villages, les lycées et de multiples organisations politiques ou de masse.

Les organisations soutenant le meeting – Humanité Rouge, Parti communiste révolutionnaire (m-l), Union des communistes de France (m-l), CERAP, le Mouvement pour l'indépendance et la liberté et le CILA – se succédèrent à la tribune pour porter témoignage de leur solidarité, de même que de nombreuses personnalités, écrivains, avocats, amis du peuple espagnol venus proclamer le droit imprescriptible du peuple espagnol à la révolte contre la barbarie fasciste.

Dans ce cadre, un message du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France rappelant la fraternité de combat des peuples de France et d'Espagne et dénonçant les accusations scandaleuses portées par l'organe central du P«C»F contre les condamnés à mort du FRAP et leur organisation, était longuement applaudi.

C'est avec une profonde attention que tous écoutèrent après la lecture d'un bref message de l'ETA, le témoignage de cette jeune militante du FRAP, femme d'un des révolutionnaires condamnés en Espagne et elle-même sous le coup d'une peine de 15 ans de prison. De même que l'intervention centrale du FRAP rappelant l'oppression du peuple espagnol, les crimes de la dictature franquiste maintenant agonisante, et traçant le chemin à suivre pour la libération du pays, pour que vive la République d'Espagne populaire, fédérative, indépendante.

Cette ample manifestation ne marque que le début de la vigoureuse campagne qui doit se développer, ripostant à l'hystérie criminelle de la dictature fasciste aux abois, la forçant à reculer, sauvant les condamnés du FRAP et de l'ETA.

"EN ESPAGNE LES TERRORISTES SONT LES FLICS ET LES FASCISTES "

INTERVENTION DU REPRÉSENTANT DU F.R.A.P.

Compatriotes, camarades et amis français,

La dictature fasciste est à l'agonie. Le régime illégal, imposé par la force des armes à la majorité du peuple, essaie par tous les moyens, d'éteindre l'incendie provoqué par la lutte chaque jour plus intense que les peuples d'Espagne mènent pour leur libération. Cette lutte, qui, sans aucun doute, en finira avec la dictature de Franco, ou avec la monarchie fasciste du pantin Juan Carlos, et avec tous ceux qui la soutiennent.

Au sujet de la situation de crise existant en Espagne, le Comité permanent du FRAP a fait une analyse qui s'est avérée exacte. A savoir qu'en Espagne, à la crise économique internationale, aggravée par sa dépendance à l'impérialisme US, venait se greffer une crise politique aiguë, qui touchait tous les secteurs de l'oligarchie. De là découlait une situation sociale très grave, qui allait lancer dans la lutte et dans l'action la classe ouvrière et tous les secteurs du peuple opprimés et exploités par l'oligarchie et par la dictature.

Cela s'appelle des «magouilles»...

En conséquence, le Comité permanent a appelé à la grève générale révolutionnaire, l'automne dernier. Quelques groupes et les opportunistes de toujours, ont essayé de paralyser et de boycotter la mobilisation qui se préparait, et lançaient des sourires hypocrites, tournant le dos au peuple et à ses revendications. Bien entendu, comme d'habitude, Carrillo et ceux qui l'entourent ont fait plus que personne... pour essayer d'empêcher le peuple de se lancer dans la lutte.

Mais les faits sont là : entre septembre et février, un million de travailleurs de toutes les professions ont fait grève et se sont affrontés de nombreuses fois aux forces répressives de la dictature.

Quelques-uns ont cru ou ont fait croire, que le franquisme avait rendu son dernier souffle, et ils commencèrent à s'unir, à converger, à coïncider, et à monter toutes sortes de stratagèmes dont le seul objectif commun était la démobilisation des masses et arrêter la lutte. Dans le langage populaire, on appelle cela «des magouilles» ; mais ces Messieurs des juntes et des convergences se trompaient ; aucune «magouille» n'a jamais fait tomber une dictature fasciste. Elles sont toutes tombées par la force des armes. Ceci, les peuples d'Europe le savent très bien à la suite de leur propre expérience.

Et à ces Messieurs, qui font tellement confiance à l'armée franquiste, qui la flattent continuellement, croyant qu'ils vont leur retirer les marrons du feu, il faut rappeler que cette armée, qu'ils aiment tellement, est née d'un soulèvement contre la République et le peuple espagnol, qu'elle a assassiné des milliers et des milliers de travailleurs et de patriotes espagnols, qu'elle est étroitement liée à l'appareil d'État de la dictature, qu'elle s'est vendue à l'impérialisme, d'abord nazi et ensuite américain, qu'elle est, sauf dans de rares exceptions, composée par des oligarches et des fascistes, et que c'est cette armée qui maintenant assassine nos camarades révolutionnaires.

Mais, à la mobilisation des masses travailleuses, qui, sans écouter les chants de sirènes, se lancèrent dans la lutte, la dictature a opposé la seule arme qui lui reste, qu'elle a toujours utilisé : la RÉPRESSION.

Un rapide bilan des mois de la grève générale révolutionnaire, révèle le caractère répressif de la dictature. D'octobre à février, la police a assassiné six antifascistes. Elle en a blessé 17 par balles, et plus de 80 autrement. Elle a arrêté plus de 3 500 personnes, torturant sauvagement la plus grande partie d'entre elles. 300 antifascistes ont été condamnés par les tribunaux franquistes à des millions d'années de prison. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont été licenciés ou sanctionnés. Pratiquement toutes les universités ont été fermées, et des dizaines de milliers d'étudiants sanctionnés ; 25 artistes ont été arrêtés, plusieurs dizaines d'actes culturels interdits, 30 publications censurées, etc.

Dans les mois qui suivirent, l'escalade répressive continua. Ainsi, par exemple, de mars à août, 9 antifascistes ont été assassinés par la police et les arrestations, tortures, sanctions, etc, se multiplièrent. La police ne frappait plus seulement sur les manifestants ; elle se mit à tirer et à tuer. Mais ça n'était pas suffisant. Le fascisme s'est doté de nouvelles lois,comme celle destinée à rendre illégales 99 % des grèves et dont l'unique objectif était de freiner et étouffer la lutte et l'offensive populaires ; ou encore il a déclaré l'état d'exception en Euskadi, dans le même but, et croyant ainsi en terminer avec les ac-

(Suite au verso)

"EN ESPAGNE LES TERRORISTES SONT LES FLICS ET LES FASCISTES"

INTERVENTION DU REPRÉSENTANT DU F.R.A.P.

(suite de la page 3)

tions armées révolutionnaires. C'était ne pas tenir compte que s'était développée une nouvelle situation dans le mouvement des masses. Tous les secteurs, tous les travailleurs, manuels et intellectuels s'étaient mis en mouvement, participant à des grèves et à des actions. Elles ont atteint une dimension et une extension jamais connue encore sous le fascisme.

Cependant, il était clair que la dictature ne tombait pas et ne tomberait pas seulement à cause de cela. Les grèves n'étaient pas suffisantes.

Il y avait deux chemins...

Arrivés là, il y avait deux chemins à suivre, camarades !

D'un côté, le peuple pouvait continuer à employer les mêmes méthodes de lutte, méthodes que la dictature avait les moyens d'étouffer, en employant une répression inhumaine qui arrêtait la mobilisation populaire. Cette voie mènerait à un recul du peuple et à une paralysation de la lutte. C'est-à-dire que c'était laisser le champ libre à la continuité de la dictature, et la mise en place, tranquillement, du pantin Juan Carlos.

Ou bien, il y avait une autre voie. Répondre à la violence fasciste par la violence populaire. Passer à une étape supérieure de lutte, continuant l'offensive sur de nouvelles bases. Continuer à encercler la dictature pour l'empêcher de mener à bien ses manœuvres continuistes et l'obliger à montrer sa vraie nature. Imposer l'alternative populaire, celle qu'exigent les masses. Que le peuple prenne la parole et qu'il dise : «ÇA SUFFIT».

Et le FRAP dit «ÇA SUFFIT». Et à la guerre que le fascisme mène depuis 39 ans, contre le peuple, le FRAP crie : «GUERRE AU FASCISME !»

Pour les peuples d'Espagne, pour le FRAP c'est l'heure de la lutte et de l'unité d'action. C'est l'heure de redoubler l'attaque de tous les côtés contre la dictature. C'est l'heure de faire sentir à l'oligarchie fasciste que le peuple est disposé à se battre jusqu'à la fin pour ses droits, pour la liberté, pour la justice. Seul le peuple, par sa lutte révolutionnaire, peut aujourd'hui mettre fin à l'actuelle crise économique, sociale et politique, dont le seul responsable est le fascisme.

Bien sûr, la dictature yankee-franquiste a prétendu immédiatement dénaturer la politique révolutionnaire du FRAP, et tromper le peuple, en nous accusant d'être des terroristes, de nous dédier exclusivement à exécuter de pauvres flics «pacifiques», d'être des extrémistes qui ne savent pas ce qu'il font, pour ainsi nous isoler des masses. Curieusement, les mêmes accusations sont formulées par Carrillo, et d'autres canailles de même acabit, opportunistes fieffés, et révolutionnaires de salon ! Quel hasard !

Rien n'est plus éloigné de la réalité. Ni que le FRAP est terroriste. Ni que le FRAP veut la violence.

Est-ce que par hasard, le FRAP existait quand le fascisme s'est soulevé contre la République et a assassiné des centaines de milliers d'Espagnols ?

Qui furent ceux qui de 1939 à 1944, fusillèrent plus de 200 000 antifascistes en Espagne ?

Qui sont ceux qui depuis tirent sur les manifestants qui réclament la liberté ?

Qui sont ceux qui ont torturé, jusqu'à la mort, par l'acide sulfurique, Cipriano Martos ?

Qui sont ceux qui ont garroté Puig Antich ?

Qui a assassiné, Mendizabal et des dizaines de révolutionnaires basques, catalans, galiciens, andalous, ces dernières années ?

Qui sont ceux qui ont tiré sur les habitants de Carmona, parce qu'ils réclamaient de l'eau?

Qui sont ceux qui assassinent, arrêtent, torturent et condamnent les meilleurs fils du peuple espagnol depuis 36 ans ?

Est-ce que par hasard, ce serait le FRAP ?

Est-ce que par harsard, le FRAP aurait utilisé la terreur pour opprimer le peuple espagnol ?

EN ESPAGNE LES TERRORISTES SONT LES FASCISTES ET LES FLICS !

En Espagne, c'est la dictature yankee-franquiste qui emploie systématiquement la violence terroriste, et qui oblige le peuple à répondre par la violence révolutionnaire, s'il ne veut pas continuer à être opprimé et exploité pendant encore 36 ans !

Face à cette réalité, le peuple espagnol n'a pas d'autre alternative que d'user d'un devoir et d'un droit donné par la déclaration des droits de l'homme de 1789, et repris par la Charte des Nations Unies, le droit et le devoir de tout homme à s'opposer par tous les moyens, à l'oppression et à la tyrannie.

La nécessité de la violence révolutionnaire.

Pour les travailleurs exploités, pour les milliers de chômeurs, pour les jeunes sans aucun avenir sous la dictature, pour les centaines de milliers d'émigrants traités comme une marchandise, pour les nationalités opprimées par le centralisme franquiste, pour les intellectuels qui n'ont pas la moindre possibilité de s'exprimer, pour la femme opprimée par les lois fascistes ; pour tous ceux-là, il n'y a pas d'autre alternative. Et cette alternative n'est autre que celle de lutter jusqu'à l'écrasement de ceux qui nous oppriment. Cette alternative est celle du FRAP. Tout le reste, n'est que boniment.

Le peuple espagnol a compris, à travers de nombreuses luttes, de la grève générale révolutionnaire, et des luttes postérieures, la nécessité de la violence révolutionnaire. Le peuple espagnol voit chaque jour plus clairement que l'utilisation de la violence est indispensable pour faire triompher ses revendications et pour s'opposer aux licenciements, au chômage, à la vie chère, parce que la violence est l'arme avec laquelle l'ennemi essaie de freiner les luttes ouvrières et populaires ; parce que sous le fascisme, la plus élémentaire revendication ne peut s'arracher, sans inclure dans la lutte, des formes violentes d'action, et parce qu'en définitive, on ne peut en finir avec le fascisme, qu'avec la violence révolutionnaire. Si le peuple n'y participe pas encore, au niveau des larges masses, ce n'est pas parce qu'il ne le veut pas, mais parce que la violence révolutionnaire, pour être efficace, contre le fascisme, doit être organisée. C'est pour cela que tous ceux qui veulent lutter ont un poste de combat au sein de la nouvelle promotion du FRAP, qui porte le nom de celui qui fût notre président, aujourd'hui disparu Julio Alvarez del Vayo.

La loi terroriste.

C'est dans ce contexte politique, dans cette situation générale, que se situent les récentes mesures répressives prises par la dictature : la LOI TERRORISTE fasciste et l'état d'exception pour deux ans. C'est-à-dire pratiquement l'état de guerre. Les fascistes disent que c'est une loi dirigée contre les révolutionnaires, contre les terroristes et principalement contre le FRAP. Mais cette loi permet d'arrêter n'importe qui, de le garder aussi longtemps que la police le désire, elle permet de fouiller n'importe quelle maison, n'importe quand, interdit toute véritable information, supprime le droit à la défense des accusés, etc. Personne ne peut être en sécurité, tout le monde est suspect. Personne ne peut parler ou écrire tranquillement. Tout le monde peut être terroriste pour la police.

En réalité, cette loi est dirigée contre le peuple, et le FRAP, c'est le peuple organisé, qui est décidé à lutter. C'est pour cela, malgré toutes les lois qu'ils imposeront, malgré tout leur terrorisme, la police et le fascisme ne pourront pas détruire tout un peuple ; ils ne pourront pas détruire le FRAP.

Cela, la dictature le sait. Et c'est pourquoi, elle décharge furieusement sa violence répressive sur tous les antifascistes et particulièrement sur ceux qui préconisent la lutte armée : ETA, Union du peuple galicien (UPG), etc, et surtout contre le FRAP.

La situation existant en Euskadi, occupée militairement par les assassins des forces répressives, est déjà connue depuis longtemps. Mais maintenant la même chose arrive dans toute l'Espagne. A Madrid, depuis le 27 août,

plus de 500 personnes ont été arrêtées. A Barcelone la police reconnaît avoir arrêté au moins 76 antifascistes. En Galice, la garde civile et la police sont débordées. En ville, comme à la campagne, les forces répressives arrêtent et torturent tous ceux qui ont des antécédents politiques en rapport avec le FRAP.

Par ce système, la dictature a monté toute une série de monstrueux procès contre des militants du FRAP ou de l'ETA, avec l'intention de les assassiner.

- Garmendia et Otaegui, condamnés à mort !
- Paredes, condamné à mort !
- Chivite, Baena, Tovar, condamnés à mort !

Dasca, Sanchez, Garcia, Canaveras, Tristan, condamnés à mort !

11 condamnations à mort en moins d'une semaine !!

11 RÉVOLUTIONNAIRES QUE NOUS DEVONS ARRACHER DES MAINS DU BOURREAU !!

Le régime franquiste qui a usurpé le pouvoir en commettant toutes sortes d'actes de terreur et de crimes contre le peuple, essaie de prolonger son agonie en faisant appel, une fois de plus, à la violence et à la plus sanguinaire terreur. Les «procès» sont de vraies farces criminelles.

Nos camarades ont été accusés sans aucune preuve. En réalité ce sont des otages que la police a torturé sauvagement pendant des jours et des jours, pour pouvoir leur arracher des «aveux».

Personne ne pouvait nous dire, mieux qu'eux-mêmes, ce qui est arrivé. Mayoral, dans une lettre, dit : «Tout n'a été qu'un habile montage de la police, qui n'a pas pu trouver les vrais responsables. Torturé au maximum à la sinistre DGS (direction générale de la sûreté), et ensuite au secret pendant presque 40 jours, nous n'avons eu aucune possibilité de nous défendre, ni de prouver notre innocence ; c'est ainsi que nous nous trouvons à la veille d'un procès où tout est décidé d'avance, presqu'avant notre arrestation.»

Baena, de son côté, nous informe des tortures qu'il a subies: «A la DGS, on m'annonça que j'avais participé à la mort d'un policier armé, et qu'on allait me frapper jusqu'à ce que j'avoue, mais qu'on me laisserait vivant pour que je puisse signer les «aveux», même si c'était pour peu de temps, puisqu'ils allaient me liquider par le «garrot vil». Face à mon refus d'avouer, les coups et les tortures ont commencés. Ils me lançaient contre les murs d'un bout à l'autre de la pièce, me frappant avec des matraques et à coups de poings. Je suis tombé plusieurs fois par terre, mais ils me relevèrent immédiatement pour continuer à me frapper. Une fois, ils m'ont attrapé par les épaules, m'ont pris par le cou, et m'ont frappé plusieurs fois de suite la tête contre un meuble métallique. Les arrêtes du meuble m'ont provoqué des blessures au visage, au front, aux joues et à l'œil gauche. Ils continuèrent à me frapper, me cassant une dent, alors que sur le rapport médical de la DGS, figure seulement le mot «caries»

Et ils continuèrent ainsi avec Baena.

Mais la dictature se trompe si elle croit, qu'elle peut fléchir la fermeté révolutionnaire des combattants du FRAP, des combattants du peuple. Baena lui-même, sachant qu'il allait être condamné à mort, nous écrit, en s'adressant à nous tous : «Maintenant le fascisme essaie à nouveau d'assassiner, croyant qu'après les centaines d'arrestations de membres du FRAP, ETA, UPG, etc, le peuple va continuer à se taire devant notre mort. Comme ils connaissent peu notre peuple ! Eux qui ont toujours été dépendants de leurs comptes bancaires en Suisse, et de mieux servir leur maître yankee. Ce mois-ci, ils vont «juger» cinq militants du PCE (m-l) : Mayoral Rueda, mécanicien ; Sierra Marco, étudiant ; Blanco Chivite, journaliste ; Fernandez Tovar, agriculteur ; Baena Alonso, ouvrier métallurgiste. On demande contre nous cinq peines de mort. Nous n'espérons aucune faveur d'un régime qui s'est installé sur les cadavres d'un million de personnes et qui a continué à assassiner pendant presque 40 ans. Nous avons confiance en vous et en notre peuple, et nous sommes sûrs que vous ferez tout votre possible pour nous sauver, nous et nos familles. De toutes façons, si le dernier moment arrive, et que le fascisme nous exécute, nous mourrons fiers de notre appartenance au PCE (m-l) et au FRAP, et d'avoir contribué à ce que l'Espagne devienne une RÉPUBLIQUE POPULAIRE ET FÉDÉRATIVE. Saluts !»

Baena Alonso.

Tout un peuple se lève.

C'est parce que, après Baena, surgissent déjà et surgiront beaucoup de Baena, parce que derrière chacun de nos camarades que le fascisme emprisonne, surgiront des centaines d'autres qui reprendront l'arme qu'il aura laissée, que la dictature essaiera de prolonger son agonie en faisant appel à la violence et la terreur la plus sanguinaire.

Les desseins de la dictature sont clairs. Elle sait très bien que la progression irrépressible de la lutte révolutionnaire de tout notre peuple, avec le FRAP à sa tête, met en danger sa propre existence. Face à la terreur et aux crimes du fascisme, se lève aujourd'hui avec héroïsme tout un peuple, qui, avec sa jeunesse au premier rang du combat, est fermement décidé à se défaire une fois pour toutes du joug oppresseur de la dictature. Après plus de 35 ans de nuit franquiste, se lève enfin la révolution populaire dans notre patrie !

Contrairement à ce que disent les pessimistes et les vaincus d'avance, ceux qui cherchent des compromis avec les ennemis déclarés ou cachés du peuple, le FRAP, intensifiant le combat et passant à des formes de violence révolutionnaire populaire, et à des actions armées contre la dictature agonisante, est en train d'accélérer son renversement, d'écourter les souffrances du peuple, et d'en finir, une fois pour toutes avec la répression fasciste.

Le FRAP veut remercier tous les antifascistes français, présents ou non dans cette salle, pour les efforts qu'ils font et leur solidarité avec la lutte des peuples d'Espagne.

Il les appelle à continuer la lutte puisque le fascisme va continuer à réprimer et à assassiner, comme il l'a fait jusqu'à présent, et demande à toutes les organisations politiques et syndicales antifascistes françaises, d'assumer leur devoir de solidarité internationale active avec le peuple espagnol en lutte contre la répression fasciste, et contre les crimes de la dictature.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est indispensable de multiplier les mobilisations et actions révolutionnaires.

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut préparer la réponse violente et combative contre les crimes du régime yankee-franquiste.

Que nos camarades condamnés à mort sachent notre détermination révolutionnaire pour en finir avec le fascisme, par la voie qu'ils nous tracent. Que leur exemple serve de détonateur pour que le peuple entier se lève contre la dictature, derrière les drapeaux du FRAP !

Que les paroles que Alvarez del Vayo a prononcé en tant que président du FRAP s'accomplissent : «QUE LA RUE EN ESPAGNE DEVIENNE LA SCENE DE LA VOLONTÉ DU PEUPLE ESPAGNOL !!»

Guerre à mort contre
le fascisme !
Lutte sans merçi
contre les assassins du peuple !
Vive la lutte de tous
les peuples d'Espagne !
Vivent les héroïques
combattants du FRAP !

Paris
le 19 septembre 1975

A LA FOIRE DE «L'HUMANITÉ»

Echec d'un piège tendu par le faux Parti communiste français

Nous ne nous ingérons jamais dans les affaires intérieures du peuple algérien. Cette attitude de principe nous vaut de nombreuses critiques de tous bords.

Mais nous ne cèderons pas aux doléances des uns et des autres parce que l'Algérie poursuit sur le plan mondial la ligne révolutionnaire des pays du tiers monde, non-alignés, en lutte contre l'hégémonisme, l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le sionisme.

Qu'il y ait en Algérie des luttes de classes, c'est une évidence, mais une réalité qui concerne le peuple algérien lui-même et nous ne nous présenterons pas en donneurs de leçons.

Sur quoi se fonde notre attitude ?

Sur les enseignements de l'Histoire.

1) Nous appartenons à une nation qui a exploité, opprimé et martyrisé le peuple algérien pendant 132 ans, jusqu'à tenter de détruire sa personnalité linguistique et culturelle. Cela nous impose une grande humilité devant le peuple algérien, même et surtout si nous sommes des anticolonialistes sincères et conséquents.

2) Nous nous réclamons d'une doctrine, le marxisme-léninisme, que de faux communistes français ont trahie pendant des décennies, en prétendant l'exporter et l'implanter en Algérie à partir de populations représentatives de la situation coloniale. Le Parti «communiste» français, fondant son action sur les théories para-colonialistes de Thorez, a objectivement et activement fait le jeu du colonialisme français en Algérie.

Après de telles entreprises historiques, quels droits aurions-nous donc de nous ingérer dans les affaires intérieures du peuple algérien ?

Cela signifie-t-il que nous restions indifférents aux réalisations, aux aspirations, aux initiatives du peuple algérien dans sa vocation de peuple du tiers monde ?

Nullement certes, et nous pouvons avoir nos opinions, mais rien ne nous autorise à penser et agir à la place des Algériens ; nous refusons d'être des «conseilleurs» dont, d'ailleurs, ce peuple n'a nullement besoin. Nous voulons être ses amis sincères et loyaux.

****

Les dirigeants révisionnistes du faux Parti communiste français n'ont évidemment pas du tout la même attitude que nous. Ils se démènent frénétiquement depuis quelques années pour essayer d'infléchir la politique de l'Algérie et l'amener à se placer dans l'orbite du social-impérialisme russe.

Changeant leur attitude d'hostilité prise au lendemain du 19 juin 1965, ils se sont appliqués à regagner la sympathie du peuple algérien (à l'époque ils lançaient contre le président Boumédienne le qualificatif de dictateur fasciste et militariste).

Dans ce but, ils ont employé une tactique tous azimuts :

– ils ont utilisé quelques anciens membres du Parti «communiste» algérien, de nationalité algérienne ;

– ils ont utilisé des Français, anciens membres du même P«C»A, résidant en Algérie ;

– ils ont utilisé assez massivement des coopérants, envoyés en Algérie spécialement sur leurs directives (tel professeur d'Histoire, passé de la faculté d'Alger à celle de Constantine, n'a-t-il pas eu la charge de camoufler et transformer devant les jeunes élèves algériens les prises de position historiques du P«C»F ?) ;

– ils ont essayé d'orienter leur pénétration dans plusieurs directions : les syndicats, l'université, la jeunesse, les sphères politiques, privilégiant pour cela les organisations de masse, les milieux artistiques, notamment ceux du cinéma, et la presse. Mais ils n'ont pas obtenu jusqu'ici les succès désirés ;

– ils ont recruté au P«C»F des travailleurs immigrés, en France, en les attirant par des offres de logements ou d'emplois ; ils ont muté les plus trompés d'entre eux au PAGS ; ils ont utilisé pour ces tâches des Algériens ayant acquis la nationalité française ;

– ils ont lancé des campagnes insidieuses de dénigrement de bouche à oreille contre certains ministres algériens particulièrement vigilants devant leurs manœuvres, les qualifiant par derrière de *«réactionnaires»* ou de *«grands bourgeois»*.

Si nous ne dénonçons pas plus fréquemment ces entreprises des révisionnistes français, que nous connaissons jusque dans leurs détails, c'est parce que nous avons une confiance totale dans la vigilance nationale du peuple algérien lui-même.

Comment, en effet, un peuple qui a consenti le sacrifice de plus d'un million de martyrs pour reconquérir son indépendance nationale se laisserait-il subvertir par des agents de l'impérialisme russe ? Ou de n'importe quel autre impérialisme ? D'ailleurs, lorsque Marchais ou Leroy se sont rendus en Algérie, tout sourires, la main sur le cœur, l'autocritique verbale facile, nous savions que, tôt ou tard, les représentants du peuple algérien referaient l'expérience concrète de la duplicité de leurs interlocuteurs.

Marchais, qui n'est jamais à un mensonge près, jurait alors qu'entre le PC et le PS l'unité de vue sur la question de la Palestine était complète. C'était faux. Le P«C»F s'engageait à ne plus soutenir le parti clandestin révisionniste algérien nommé *«Parti de l'avant-garde socialiste»* (PAGS).

A leur 21è Congrès extraordinaire, les dirigeants du faux parti communiste ont même fait semblant de jouer le jeu, d'être sincères : ils ont demandé au PAGS de ne pas envoyer sa délégation habituelle. Puis ils ont invité une délégation du FLN et sa présence a été largement utilisée, à la base du P«C»F, pour renforcer les mensonges concernant le soutien du parti aux patriotes algériens pendant leur guerre de libération et même auparavant.

Mais cette attitude était-elle loyale ?

Peu après, le P«C»F diffusait, par exemple, un article de Sadek Hadjeres, *«premier secrétaire du Comité central du Parti de l'avant-garde socialiste d'Algérie»*, paru dans *«La nouvelle revue internationale»* de janvier 1975 (page 130 à 144). Dans cet article, le docteur en médecine révisionniste Hadjeres, n'hésitait pas à *«manger le morceau»* en écrivant : *«Pour leur part, les communistes, agissant de façon autonome dans le cadre de leur parti marxiste-léniniste* (2 mensonges en 3 lignes : ils ne sont ni communistes ni marxistes-léninistes !), *s'efforcent dans la pratique de joindre leurs efforts à ceux d'autres progressistes pour contribuer à faire jouer au parti du FLN le rôle dirigeant et progressiste dont tirerait bénéfice notre pays et tout le mouvement révolutionnaire. Cette tâche peut se réaliser principalement dans les conditions présentes par le renforcement et la rénovation de la base militante qui se trouve au sein des organisations de masse, quel que soit leur degré de dépendance à l'égard du parti du FLN... Des premiers résultats encourageants ont été obtenus à cet égard...»* Le docteur Hadjeres se prend pour la mouche du coche !

Puis toujours imprimé avec l'aide et les finances du P«C»F *«La Voix du peuple» «organe central du PAGS»* a poursuivi sa parution. Cette feuille se charge, sous la légitimité du rejet de l'impérialisme américain, de préconiser le ralliement de l'Algérie à la politique internationale du social-impérialisme russe. A l'occasion, elle lance des calomnies contre le Parti communiste chinois et la République populaire de Chine *«qui encourageraient les pays capitalistes occidentaux à renforcer leur alliance avec les USA !»* (numéro du 1er juin 1975 - page 4).

****

Mais le peuple algérien et ses représentants ne sont pas dupes et soulignons-le avec loyauté et simplicité, n'ont besoin de personne, pas même de nous, pour déjouer les activités révisionnistes avec une grande vigilance révolutionnaire.

Les dirigeants du faux Parti communiste français ont voulu profiter de la foire de *«l'Humanité»* pour imposer au FLN la reconnaissance, au moins de fait, du Parti révisionniste algérien. Dans ce but, ils ont prévu que non loin du stand du FLN et du chapiteau où devait se produire la troupe de l'ARC de Bab-el-Oued pourrait s'installer le stand du PAGS.

C'était là agir en méprisant les représentants de l'Algérie authentiquement révolutionnaire. Mais ces derniers ne sont pas tombés dans le piège qui leur était tendu, ils ont fait preuve de perspicacité, de dignité et de fermeté. Ils n'ont pas participé à la foire révisionniste du P«C»F.

En vérité les manœuvres des faux communistes sont toutes vouées à l'échec, parce que la ligne politique tiers-mondiste fondamentale de l'Algérie diverge des entreprises hégémonistes russes dont Marchais, Leroy et Hadjeres ne sont que les chaouch et autres babkhayou (huissiers et autres perroquets).

Sur la Palestine, sur la Méditerranée, sur le nouvel ordre politique et économique international, sur nombre de questions touchant à l'édification spécifique de la société algérienne que nous nous interdisons de préciser, les positions respectives de l'Algérie et des faux communistes de Moscou ou de Paris sont opposées. Aussi sommes-nous profondément convaincus que le peuple algérien révolutionnaire continuera à déjouer d'où qu'elles viennent toutes les entreprises portant atteinte à sa dignité, à son intégrité et à son indépendance si chèrement gagnées.

Spectacles en français et en arabe populaire :
16, 18, 20, 23, 25 et 27 septembre à 20 h 30 : La guerre de 2 000 ans
17, 19, 24 et 26 septembre à 20 h 30 et 28 septembre à 16 h : Mohamed, prends ta valise.

le monde en marche

BEYROUTH :
LA SAGESSE DES PALESTINIENS

Le calme va-t-il revenir pour de bon au Liban ? Tous l'espèrent aujourd'hui. De l'avis général des observateurs sur place, pourtant peu suspects de sympathie envers la Résistance palestinienne, cette dernière a joué un rôle très positif dans l'apaisement actuel du conflit. Tout en s'abstenant de prendre part aux combats qui concernent strictement les Libanais, les chefs de l'OLP ont joué un rôle actif dans la conclusion des accords de cessez-le-feu, multipliant les appels au calme, favorisant les rencontres avec les membres du gouvernement libanais.

A Beyrouth comme à Tripoli, des patrouilles mixtes Palestiniens et force de sécurité intérieure libanaise, s'emploient à faire cesser les combats, combattent les incendies, soignent les blessés.

WASHINGTON
DES ARMES NOUVELLES
POUR ISRAEL

Parallèlement à l'accord interimaire égypto-israélien, un accord secret a été conclu entre les USA et Israël prévoyant les fournitures d'armes nouvelles à l'administration de Tel-Aviv. Cette fourniture comprendrait notamment des missiles à longue portée susceptibles d'être équipés d'ogives nucléaires et une cinquantaine d'avions de combat F-16.

Les agresseurs sionistes auraient également reçus de Kissinger l'assurance que les USA répondraient favorablement «au fur et à mesure et pour une période prolongée, aux besoins d'Israël en équipements militaires et autres éléments nécessaires à sa défense et à ses besoins énergétiques et économiques». L'addition américaine se monterait, d'après les premières estimations, à 2 ou 3 milliards de dollars.

La mise en application de l'accord n'a pas traînée : la semaine dernière, le ministre sioniste de la guerre, Shimon Peres, a séjourné trois jours à Washington, muni d'une imposante «liste d'achats» d'armements ultra-modernes...

Voilà bien le vrai visage des «colombes» américaines et sionistes !

UN ESPION EST-ALLEMAND
CONDAMNÉ EN R.F.A.

Dieter Goedorf, capitaine de la marine de la RDA, vient d'être condamné à quatre ans et 16 mois de prison, en Basse-Saxe, pour trahison, activités d'espionnage, faux et usage de faux papiers d'identité.

Il a notamment été reconnu coupable d'avoir livré au service d'espionnage militaire de la RDA des renseignements techniques recueillis depuis 1967. Il était arrivé en RFA, via le Canada, en empruntant l'identité d'un Allemand exilé au Canada dont il avait étudié les habitudes et copié l'écriture. En RFA il était devenu adhérent du parti chrétien démocrate (CDU) actuellement dans l'opposition.

UN AMBASSADEUR CHINOIS
AUPRES DE LA C.E.E.

La Chine vient d'accréditer M. Li Pien-li, ambassadeur auprès de la Communauté économique européenne. Elle est ainsi devenue le 103ème État représenté auprès du marché commun, manifestant ainsi son soutien à l'opposition croissante des pays européens à l'hégémonie des deux superpuissances.

Dès 1972, le premier ministre Chou En-lai avait exprimé son intérêt pour le développement de la CEE et le ministère des Affaires étrangères chinois s'était doté d'un département autonome pour les affaires européennes. Depuis lors les contacts entre la République populaire de Chine et la CEE se sont développés de manière très positive.

LENINE EN OCTOBRE 1917

2) Le grand éducateur du prolétariat, Lénine, se trouve dans la locomotive de ce train ; la révolution russe de février a renversé le gouvernement du Tsar, mais le pouvoir a été usurpé par la bourgeoisie. Il faut que tout le pouvoir politique revienne aux Soviets. Le Parti bolchevik décide de préparer l'insurrection armée et de renverser la dictature de la bourgeoisie par les forces armées afin d'instaurer le pouvoir politique des Soviets.

3) En ce temps-là l'influence exercée par le Parti bolchevik à l'échelle nationale augmente plus que jamais. Les soldats du front ne veulent plus continuer la guerre impérialiste. Les larges masses paysannes se dressent les unes après les autres pour arracher la terre des mains des propriétaires fonciers. Les conditions pour l'insurrection armée sont déjà mûres. A ce moment crucial, le grand Lénine détient le plan concret de la révolution et retourne secrètement à Pétrograd.

4) Celui qui accompagne Lénine pour retourner à Pétrograd est un ouvrier nommé Vassili. Au moment où le train s'approche de cette ville, Vassili dit avec sollicitude : «Camarade Lénine, veuillez vous écarter de la fenêtre.»

5) Lénine après avoir quitté la fenêtre a tiré de sa poche un manuscrit pour le journal «La Pravda». Il le remet à Vassili pour qu'il le transmette à Staline. Il recommande à Vassili de chercher par tous les moyens à rencontrer Staline pour le lendemain.

LA FOIRE DE "L'HUMANITE" ET LES VIOLENCES FASCISTES DES NERVIS DU P"C"F

«Libération» poursuit dans son édition du 23 septembre la publication de témoignages et commentaires sur les pratiques sociales-fascistes du service d'ordre du P«C»F lors de la grande foire de *«l'Humanité»*. La direction du parti qui n'est plus communiste continue de garder le silence après s'être contentée de lancer à l'encontre de *«Libération»* l'accusation de «provocation». Mais sur le témoignage d'une victime d'un «tabassage» révisionniste, confirmé ces jours derniers par d'autres, *«l'Humanité»* ne bronche plus. La vérité c'est que contrairement à ce que s'imaginent encore d'honnêtes gens il ne s'agit pas, dans cette affaire, d'une *«bavure»*, qui déjà en elle-même serait inadmissible, mais bien d'une pratique tout à fait conforme à la ligne sociale-fasciste des dirigeants du P«C»F.

Nous invitons à ce sujet tous nos lecteurs à se procurer nos éditions de demain et après-demain qui comporteront un reportage, accompagné de documents photographiques, sur l'activité sociale-fasciste organisée par la clique Marchais-Leroy-Kanapa.

Ne manquez pas demain :
Révélations sur la police sociale-fasciste du P«C»F

LES DESIRS DE M. FANTON

Le député UDR, Fanton, enrage de voir les manifestations contre la répression en Espagne se développer et dénonce *«l'inacceptable tolérance des pouvoirs publics à l'égard des manifestations de rues qui tournent de plus en plus mal»*. Ce qui en clair est une demande d'interdiction des manifestations. D'ailleurs Fanton demande à Poniatowski : *«De faire en sorte que les rassemblements autorisés ne se terminent pas par des défilés qui interdisent à des milliers d'automobilistes et de piétons de se rendre où ils souhaitent»*. Pour cela, Fanton propose que les seuls rassemblements autorisés aient lieu sur l'esplanade du château de Vincennes.

De son côté, le Comité fédéral UDR de la Loire demande que soit créée *«une cour criminelle constituée par des magistrats chargés de juger rapidement les actions de flagrant délit exécutées les armes à la main»*. On sait que ces messieurs ont une compréhension très large de ce qu'ils appellent des «armes». Qu'un travailleur prenne un boulon pour se défendre contre les charges des flics, on dira qu'il était «armé». L'UDR de la Loire voudrait en somme voir remis en vigueur les «sections spéciales» de triste mémoire.

A LA FOIRE DE MARSEILLE DES ANTIFASCISTES METTENT A SAC LE PAVILLON FRANQUISTE

Dans la journée de dimanche, des manifestants antifascistes ont attaqué et sérieusement endommagé l'exposition franquiste à la foire de Marseille. C'est un nouveau témoignage de la haine de notre peuple contre le régime de Franco-le-sanglant.

RENCONTRE CONSTRUCTIVE ENTRE LES DÉLÉGATIONS DU PCMLF ET DU GROUPE «LE TRAVAILLEUR»

Nous avons appris qu'une délégation du Parti communiste marxiste-léniniste de France a récemment rencontré une délégation du groupe qui édite le journal «Le Travailleur» (il s'agit d'un groupe de militants qui s'étaient opposés en 1973 au ralliement de l'ensemble du groupe «Le Travailleur» au PCMLF).

Partant d'un commun désir d'unité la rencontre s'est déroulée dans une ambiance franche et cordiale. Les deux délégations ont exprimé leur point de vue sur la question de l'unité des marxistes-léninistes et sur le processus qui doit conduire en France à l'existence d'un «Parti marxiste-léniniste unique». Elles ont été d'accord pour affirmer que pour cela ce qui est fondamental c'est l'unité idéologique c'est-à-dire partir du désir sincère d'unité pour, par la critique et l'autocritique, parvenir à l'unité politique et organisationnelle. Les deux délégations sont également d'accord sur le fait que le débat engagé sur l'unité des marxistes-léninistes doit être public, concerne tous les militants se réclamant du marxisme-léninisme, organisés ou non et non pas seulement les directions des organisations, toutes les organisations se réclamant du marxisme-léninisme, grandes ou petites, nationales ou locales, et qu'il fallait combattre fermement l'esprit de secte et de boutique, de même que toutes les exclusives et ingérences dans les affaires intérieures de chaque organisation.

Opération coup de poing lundi à Belleville

Lundi, la police a quadrillé le quartier de Belleville à Paris. Dès le début de l'après-midi jusque tard dans la nuit, c'était l'état de siège comme à Alger du temps de la guerre colonialiste. C'est ce que le ministre de l'Intérieur appelle un «contrôle de routine». Comme par hasard c'est toujours dans des quartiers où la population travailleuse, notamment immigrée, est nombreuse que s'opèrent de tels contrôles qui se terminent par des dizaines d'arrestations sans justification valable.

De telles opérations constituent ni plus ni moins, comme nous l'avons dénoncé dans l'affiche que fait attaquer Poniatowski, une préparation à la répression politique de masse.

Un lecteur nous écrit

Chers camarades,

Nombre d'entreprises capitalistes, de diffuseurs de culture antipopulaire se sont pressés aux portes de la fête de l'Humanité-blanche, appelés par les dirigeants du P«C»F.

Ces traîtres qui veulent prendre le contrôle de l'exploitation et de l'oppression des masses sont de plus en plus démasqués.

Ainsi, le milieu de la musique classique n'aura pas manqué de noter la participation à la foire révisionniste de l'Humanité, du chef d'orchestre Bernard Thomas, ultra-réactionnaire notoire qui se paie des «Jaguar» sur le dos de ses musiciens... qu'il n'engage, d'ailleurs, qu'à condition qu'ils ne soient pas syndiqués !

TINDEMANS A PARIS

Le premier ministre belge, Tindemans, est en visite à Paris. Tindemans est connu comme étant un des plus chauds partisans de l'unité européenne. Sa visite en France est destinée à recueillir les opinions des différents partis de la bourgeoisie française sur l'unité de l'Europe. Tandis que Mitterrand le recevra dans la journée, Marchais quant à lui a opposé une fin de non-recevoir, ainsi que Debré d'ailleurs. Ces deux derniers, pour des raisons différentes, s'opposent à l'unité des pays européens. Ce 23 septembre, *«L'Humanité»* reprend l'argument selon lequel l'unité européenne entraînerait un «abandon de souveraineté» de la France.

Mais la réalité c'est que les dirigeants du P«C»F sont contre l'unité de l'Europe parce qu'elle serait nuisible aux ambitions hégémoniques du social-impérialisme russe. Ils sont pour des «abandons de souveraineté» en faveur de ce dernier.

OPEP: vers un réajustement du prix du pétrole

La commission économique de l'OPEP vient d'achever les travaux préparatoires de la prochaine conférence des ministres des 13 pays membres de l'organisation qui s'ouvre le 24 septembre.

Deux problèmes dominent l'ordre du jour. Le remplacement comme monnaie de référence pour le calcul du prix du «brut» du dollar par les «droits de tirage spéciaux» (DTS)* et le prix applicable au pétrole lui-même à partir du premier octobre.

Il faut rappeler que la crise économique qui secoue les pays capitalistes, entraînant une énorme inflation, a provoqué une baisse des revenus des pays pétroliers évaluée à une dizaine de milliards de dollars pour l'ensemble de l'organisation. L'augmentation prévue du prix du baril de pétrole consiste donc en un simple réajustement. La réaction des pays industrialisés à cette légitime demande servira de test à la volonté de dialogue qu'ils affichent à la veille de la reprise des conversations internationales sur l'énergie et les matières premières.

* Les DTS, représentent un «coktail» de 16 monnaies de pays industrialisés.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM :.....

PRENOM :.....

ADRESSE :.....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : N° 47291 IMP. La Nouvelle N° 756 757575 Dépôt légal : 3ème trimestre 1975